
Les enjeux politique de la référence révolutionnaire en Géorgie

Silvia Serrano

**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/siecles/851>

ISSN : 2275-2129

Éditeur

Centre d'Histoire "Espaces et Cultures"

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2008

Pagination : 63-79

ISBN : 978-2-84516-410-9

ISSN : 1266-6726

Référence électronique

Silvia Serrano, « Les enjeux politique de la référence révolutionnaire en Géorgie », *Siècles* [En ligne], 27 | 2008, mis en ligne le 04 juin 2013, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/siecles/851>

Silvia Serrano

Sciences politiques, Université d'Auvergne

LES ENJEUX POLITIQUES DE LA RÉFÉRENCE RÉVOLUTIONNAIRE EN GÉORGIE

Le 22 novembre 2003, Mikhaïl Saakachvili et ses hommes font irruption au Parlement géorgien réuni en première session après les élections contestées du 2 novembre, une rose à la main ; le président Édouard Chévardnadzé est contraint à la démission. Le lendemain, une journaliste de la télévision indépendante Roustavi 2 demande à M. Saakachvili si on peut qualifier les événements de « révolution des roses ». L'expression passe à la postérité : dorénavant, même si elle est controversée, avec ou sans guillemets, elle désigne les événements qui ont conduit à ce changement de pouvoir à la tête de l'État géorgien. Pourtant, la révolution a longtemps eu mauvaise presse, associée à l'image de la révolution bolchevique, anti-démocratique, violente, sanguinaire. Et effectivement, le terme émerge tardivement. La presse géorgienne, jusqu'à l'été 2003, n'y avait pas fait référence et certains acteurs, tel Zourab Jvania, explicitant leur aversion pour l'idée même de révolution en ce qu'elle supposait l'usage de la violence¹. L'objet de cet article est de s'interroger, non sur la pertinence,

1. Voir Jonathan WEATLEY, *Georgia from National to Rose Revolution. Delayed Transition in the Former Soviet Union*, Ashgate, 2005, p. 187.

2. Extrait du discours de G. Bush en visite à Tbilissi le 10 mai 2005 :

<http://www.whitehouse.gov/news/releases/2005/05/20050510-2.html>

3. Cette analyse ne manque pas de sel, quand on se souvient d'une part qu'É. Chévardnadzé est revenu appelé par des putschistes, et que les services spéciaux russes ont apporté leur aide aux auteurs des attentats contre lui. La teneur de l'entretien entre É. Chévardnadzé et I. Ivanov, dépêché à Tbilissi pour trouver une issue à la crise, reste inconnue. Certains croient savoir que c'est le ministre des Affaires étrangères russes qui aurait convaincu É. Chévardnadzé de démissionner, selon d'autres, au contraire, l'annonce publique par É. Chévardnadzé de sa démission aurait été un coup porté au gouvernement russe, alors qu'I. Ivanov venait de négocier son maintien au pouvoir.

4. *Komsomolskaia Pravda*, 4-6 déc. 2003. Cité par D. LYNCH, « Why

64 Georgia matters », *Chaillot Paper*, n° 86, fév. 2006, Institut d'études de sécurité.

5. Le rôle imputé à l'ambassadeur américain R. Miles est très exagéré, voir par exemple Jonathan WEATLEY, *op. cit.*, p 189, « Revoliutsii v Gruzii ne budet », *Nezavisimaia Gazeta*, 11 nov. 2003.

6. Cette citation et les suivantes sont extraites du discours de G. Bush à Tbilissi.

mais sur les enjeux politiques de la labellisation. Celle-ci impose en effet une grille de lecture, et la controverse qui l'entoure s'inscrit dans une lutte pour l'imposition d'un sens des événements qui a de fortes implications, tant sur la scène internationale que sur la scène intérieure.

« Une révolution démocratique globale » ?²

Au niveau international, la controverse sur la labellisation des événements géorgiens met en regard deux visions des évolutions politiques dans l'espace ex-soviétique. La première est celle d'un putsch, d'un renversement de l'équipe au pouvoir par la force. Selon la seconde, les évolutions géorgiennes sont un pas en avant dans un mouvement plus global de démocratisation du monde.

À Moscou, les événements sont décrits comme un coup d'État organisé à partir de l'étranger, visant à éliminer un dirigeant légitime³. Igor Ivanov, alors ministre russe des Affaires étrangères, les commente ainsi : « Différentes définitions sont maintenant données des événements qui ont eu lieu. Certains les appellent une révolution démocratique sans effusion de sang, d'autres une « révolution de velours ». Il me semble qu'aucune de ces descriptions ne convient ici. En réalité, ce qui s'est passé – je le dis en qualité de témoin –, c'est que le président légitime a été contraint par la force de quitter ses fonctions »⁴.

La position européenne s'est caractérisée par un certain attentisme. Les réactions américaines n'ont été ni aussi enthousiastes, ni aussi rapides, ni aussi unilatérales que ce qui a généralement été dit. En réalité, il faut attendre le 22 novembre pour que les États-Unis se disent « profondément déçus » par les élections présidentielles du 2 novembre⁵. À terme pourtant, la nouvelle équipe est acceptée, et la lecture qu'elle propose, celle d'une « révolution pacifique capable d'abattre les régimes répressifs »⁶, validée : les

changements sont présentés par G. Bush, lors de la première visite officielle d'un président américain en Géorgie, comme l'exploit d'« étudiants et de travailleurs [qui] armés uniquement de roses et du pouvoir de [leurs] convictions [...] ont embrassé la cause de la liberté et finit le travail que leurs parents avaient commencé en 1989 ». Il inscrit ainsi novembre 2003 dans le sillage de la fin de l'URSS.

L'interprétation qui est faite du bras de fer entre le président et ses opposants s'inscrit dans un jeu géopolitique plus large et constitue un des dispositifs visant à le structurer. Au-delà des enjeux économiques ou stratégiques souvent évoqués, la question qui se pose est celle du sens à donner à des évolutions géopolitiques plus globales.

La passation de pouvoir à Tbilissi intervient en effet dans un contexte global particulier. À la jonction entre l'espace est-européen et le « Grand Moyen Orient » qui émerge alors dans la pensée stratégique américaine, la Géorgie devient le modèle idéal pour illustrer la marche du monde vers la démocratie. La « révolution des roses » se produit quelques mois après l'offensive en Irak, dans un contexte où l'administration américaine est en forte demande de légitimation du projet de démocratisation globale, sans encore connaître les revers qui viendront le disqualifier. D'ailleurs, la mobilisation populaire au Liban, la « révolution du cèdre » est bientôt perçue comme un effet de contagion, validant les rêves de « domino démocratique ». G. Bush à Tbilissi, évoquant « à travers le Caucase, l'Asie centrale et le Grand Moyen Orient [...] la même aspiration à la liberté brûlant le cœur des jeunes gens », se plaît à souligner la valeur d'exemple de novembre 2003 :

« La contribution que vous apportez à la cause de la liberté est multiple, mais votre contribution la plus importante est votre exemple. Ces derniers mois, le monde s'est émerveillé des bouleversements porteurs d'espoirs qui ont eu lieu de Bagdad à Beyrouth et à Bichkek. Mais avant la Révolution pourpre en Iraq, avant la Révolution orange en Ukraine, ou la Révolution du Cèdre au Liban, il y a eu la Révolution des Roses en Géorgie ».

Avec la dégradation rapide de la situation au Moyen Orient (assassinat de R. Hariri en février 2005 et échec du « printemps

7. En référence au recueil d'articles de Samir KASSIR, *Beyrouth : un printemps inachevé*, Arles, 2005.

8. « West stirring revolution in Ukraine, says Putin », *The Times*, 24 déc. 2004.

<http://www.timesonline.co.uk/article/0,,3-1414465,00.html>.

9. 27 nov. 2004, Interview par RTR, cité par D. LYNCH, « Why Georgia matters », *Chaillot Paper*, n° 86, fév. 2006, Institut d'études de sécurité.

10. Pour ce type d'analyses sur l'Ukraine et la Géorgie, voir par exemple J.-M. CHAUVIER, « Les multiples pièces de l'échiquier ukrainien », *Le Monde diplomatique*, janv. 2005, ou l'article de J. LAUGHLAND « Georgia on their mind » qui qualifie les événements

66

de novembre de « révolution d'opérette », *The Guardian*, 1^{er} avril 2004.

11. André GLUCKSMANN, « La victoire de l'europhilisme », *Le Figaro*, Paris, 2 juin 2005.

inachevé » de Beyrouth⁷, multiplication des affrontements chiites-sunnites et des attentats terroristes en Irak), les antagonismes de fond reprennent le dessus, et rappellent que le jeu politique proche-oriental reste fortement centré autour du conflit israélo-palestinien. Il devient donc de plus en plus difficile, et hors sujet, de relier le Caucase à un même syntagme.

En revanche, la Géorgie peut apparaître comme la première « *success story* » de l'espace post-soviétique. La « vague des révolutions » dans des contextes ukrainiens (décembre 2004) et kirghizes (mars 2005) pourtant fort différents, donne l'illusion d'une même rationalité, celle d'une démocratisation inéluctable, sous la double impulsion de la juste aspiration du peuple à plus de liberté d'une part, de l'exemple et des financements américains d'autre part. Les autorités russes, elles, lors de la « révolution orange », s'inquiètent de l'ingérence occidentale, et des dangers de déstabilisation dans l'espace post-soviétique par la « révolution permanente »⁸. Paradoxalement, le ralliement à une grille interprétative globale qui fait fi des spécificités de chaque contexte est général et témoigne de la puissance du récit américain. Ainsi, S. Iastrjemski, conseiller de V. Poutine pour les affaires européennes, remarque : « Il y a eu Belgrade, puis Tbilissi ; nous pouvons voir la même main, probablement les mêmes ressources, les mêmes marionnettistes ; les scénarios étaient très ressemblants »⁹.

Ces deux discours ne sont pas l'apanage des dirigeants. Une ligne de fracture départage également les commentateurs et journalistes selon des contours qui rappellent fortement la guerre froide et donnent une curieuse impression de retour en arrière. À une interprétation « réaliste » qui trouve la logique première dans la lutte pour le contrôle des hydrocarbures dans l'espace eurasiatique et met en garde contre les dangers de la politique américaine de « refoulement »¹⁰ s'oppose une lecture « idéaliste » et un ravissement devant le « souffle de la liberté plus vivace que jamais entre Kiev et Tbilissi »¹¹.

Si la « révolution des roses » est importante au niveau international, c'est plus sur la scène discursive qu'en tant qu'événement majeur. Les particularités des scènes politiques et des enjeux politiques locaux sont gommées dans cette vue d'en haut, tant par ceux qui dénoncent

l'interventionnisme des Américains que ceux qui se félicitent du renversement des anciennes équipes. Dans un cas, la pertinence des évolutions internes est pratiquement niée au profit d'une logique qui privilégie les forces extérieures. Le mécontentement populaire, la mobilisation sociale sont à peine évoqués, et généralement compris comme le résultat d'une vaste manipulation des masses¹². Tant les réticences occidentales à reconnaître en M. Saakachvili un parangon de la liberté, que le soutien apporté par Moscou à É. Chévardnadzé, montrent que le sens attribué aux événements est relativement indépendant des évolutions proprement géorgiennes. Même si dans les deux cas, la Géorgie ne compte pas en soi, mais dans le cadre d'un récit géopolitique, sa place n'est pas exactement la même selon chacune des interprétations. La grille « révolutionnaire » a un rapport plus ambigu au local : il est certes secondaire, puisque la force motrice vient de l'Occident qui choisit ses bons acteurs et promeut une révolution de professionnels cooptés et formés, mais en même temps valorisé, puisque la démocratie est présentée comme l'aspiration naturelle du peuple. La mise en avant de personnalités locales est en effet indispensable dans une logique de légitimation des changements, particulièrement au regard des échecs de la démocratisation imposée dans d'autres régions. Lors d'une visite à Tbilissi en mai 2005, George Soros minimise ainsi le rôle joué par sa fondation, qu'il juge « exagéré », préférant mettre l'accent sur le fait que « la Révolution des roses a été entièrement l'œuvre de la société géorgienne »¹³. Le cas géorgien permet d'illustrer à merveille l'efficacité du *soft power*. Tous les ingrédients y sont en effet réunis : chacun reconnaît le poids d'une presse libre, d'une société civile active, créée et développée grâce aux soutiens occidentaux, et d'où sont issus les hommes politiques qui accèdent au pouvoir. Avaliser la labellisation révolutionnaire, c'est affirmer la convergence entre poussée politique et sociale interne et aide extérieure. Celle-ci en sort donc légitimée : efficace comme force d'appoint, mais préservant l'autonomie d'acteurs locaux qui ont eux-mêmes choisi les valeurs de la démocratie. Cette posture est d'autant plus aisée que leur autonomie est bien réelle : on l'a vu, la force de M. Saakachvili est d'avoir su profiter des opportunités qui s'offraient à lui pour s'imposer à ses partenaires occidentaux. Avant son accession au pouvoir, il n'est pas

12. Voir par exemple « Taïny “barkhatnoï revolioutsii””. Vse bolche priznakov togo, chto ona gotovilas za roubejom», *Troud*, 30 janv. 2004.

13. M. DZHINDHIKHASHVILI, « Soros Downplays Role in Georgia Revolution », *Associated Press*, 31 mai 2005.

14. Levan Berdzenishvili, du parti Républicain, défend par exemple le label, Mtavari Gazeti, 12 mars 2004.

15. Voir par exemple les rapports de Human Rights Watch et d'Amnesty International, Georgia : Uncertain Torture Reform : Since the «Rose Revolution».

<http://hrw.org/backgrounder/eca/georgia0405/6.htm>

Georgia: Torture and ill-treatment still a concern after the «Rose Revolution» –<http://web.amnesty.org/library/Index/ENGEUR560012005?open&of=ENG-GEO>.

« la marionnette des Américains » que se plaisent à évoquer les dirigeants russes, mais n'a été accepté qu'*a posteriori*, une fois le pouvoir déjà conquis, et en l'absence d'autre alternative.

Sur la scène intérieure : labelliser pour légitimer

En Géorgie même, l'enjeu est celui de légitimer la nouvelle équipe au pouvoir. Le label « Révolution des Roses » est donc accepté par ses partisans et refusé par l'opposition¹⁴.

Légitimer les pratiques politiques

La référence révolutionnaire présente un fort potentiel et se prête à des usages politiques évidents. Se distinguant des « putschs », « coups d'État » ou autres « révolutions de palais », elle fait apparaître le changement de personnel non comme simple transfert d'élite, mais comme un bouleversement profond. Elle permet en aval de légitimer des pratiques d'exception. Il en est ainsi de la réforme constitutionnelle adoptée le 6 février 2004 à la va-vite, sans débat public par l'ancien Parlement de 1999-2003 reconduit en grande partie après l'annulation des élections de novembre, et qui renforce les pouvoirs du président. Plus inquiétant encore, elle a rendu acceptables les modes de lutte contre la corruption qui supposent quelques libertés avec les législations ou les normes démocratiques affichées. Des dizaines d'hommes politiques soupçonnés de corruption ou de détournement des biens publics ont été séquestrés, parfois torturés jusqu'à ce qu'ils acceptent de rembourser à l'État les sommes détournées. C'est le cas du président de la Fédération géorgienne de football, de l'ancien ministre de l'Énergie, de l'ancien ministre des Transports et Communications, *etc.* L'ancien président de la Chambre de Contrôle Soukhvan Molachvili, incarcéré au printemps 2004, torturé en prison reste détenu après avoir été condamné à 9 ans de réclusion). Ces exactions ont été dénoncées par les organisations internationales de défense des droits de l'homme¹⁵, elles ont en revanche provoqué peu de réactions politiques

de la part de la communauté internationale¹⁶. Sur la scène intérieure, elles ont été plutôt bien acceptées, en dépit d'appel de certains intellectuels tels Lévan Berdzenichvili à « en finir avec la révolution »¹⁷.

Légitimer l'ancrage européen

Il y a donc une utilisation opportuniste du label révolutionnaire. Mais quelles qu'en aient été les conséquences en termes d'autorisation et de diffusion de pratiques politiques contestables, là ne réside pas sa rationalité principale. Si les nouveaux dirigeants y ont trouvé un bénéfice, ce fut également le cas d'une grande part de la population. Ce qui se joue, plus encore que les usages politiques conjoncturels, c'est l'affirmation d'une identité de la Géorgie. Le terme « révolution » insère différents événements dans un récit ordonné, avec un commencement, des ratés, mais assurément un horizon, celui de l'accomplissement d'un destin historique, l'avènement de la démocratie et le retour à la maison européenne. Sur la scène intérieure également, la labellisation est octroi d'un sens – doublement entendu comme direction et comme signification.

L'expression contribue à inscrire novembre 2003 dans une histoire et une géographie européennes en s'insérant dans un contexte sémiotique plus général dont elle constitue un des éléments, et où l'image a également joué un grand rôle.

En effet, avant les événements eux-mêmes, les « révolutionnaires » se sont donnés à voir, se sont mis en scène. Cette théâtralisation de la mobilisation politique tient notamment à la conscience qu'avaient les acteurs de l'importance des médias, et plus particulièrement des télévisions dans le cours des événements. De nombreuses analyses ont montré le rôle crucial joué par un paysage médiatique pluraliste, et particulièrement par la chaîne de télévision indépendante Roustavi 2, qui a relayé, soutenu et amplifié la mobilisation, parfois au prix de quelques manipulations, dont a convenu publiquement son directeur Eros Kitsmarichvili après son éviction. En outre, les événements ont été retransmis en direct sur l'ensemble de la planète par les télévisions étrangères pour la première fois présentes de l'histoire de la Géorgie.

16. On peut néanmoins rappeler les critiques formulées par l'APCE, voir par exemple le rapport 21 déc. 2004 sur le « respect des obligations et engagements de la Géorgie » (document 10383)

<http://assembly.coe.int/Mainf.asp?link=http://assembly.coe.int/Documents/WorkingDocs/doc04/FDOC10383.htm>.

17. Cité par D. LYNCH, *op. cit.* C'est également la teneur de la lettre ouverte adressée au président par 14 défenseurs des droits de l'homme en octobre 2004. Voir <http://www.eurasianet.org/departments/insight/articles/eav102604.shtml>.

18. La différence principale, par rapport à la configuration que décrit J. Semelin à propos des révoltes de Budapest en 1956, de Prague en 1968 et de Gdansk en 1980 est bien l'importance d'une presse audiovisuelle locale libre, voir J. SEMELIN, *La Liberté au bout des ondes. Du coup de Prague à la chute du mur de Berlin*, Paris, 1997.

19. Avec un même sens de la mise en scène : à l'occasion du premier anniversaire, un orchestre symphonique fait ainsi semblant de jouer devant les hôtes de marque, mais un fonctionnaire de l'ambassade allemande remarque qu'il s'agit en réalité d'un enregistrement de Karajan.

20. Giorgi KANDELAKI, « Georgia's Rose Revolution. A Participant's Perspective »,

70 United States Institute for Peace, *Special Report*, n°167, juil. 2006.

M. Saakachvili pouvait ainsi s'émerveiller comme un enfant devant un sapin de Noël, d'être « passé sur CNN », preuve à ses yeux de l'importance des événements en cours¹⁸.

La mise en scène de la révolution a été coréalisée par les journalistes et par les acteurs eux-mêmes, qui ont fourni des images utilisables, selon des techniques que certains décrivent comme relevant du marketing (logo, tracts, clips télévisés, *etc.*) et qui sont des instruments habituels de la communication politique. Leur saillance tient à l'attention particulière accordée à l'image de soi, justement par ce que s'y joue plus que la relève politique, mais bien une identité. L'attention portée au Caucase à la mise en scène de soi, dont l'ostentation avec laquelle ont été arrêtés les Russes accusés d'espionnage à l'automne 2006 constitue un exemple typique, est certainement d'autant plus grande qu'il s'agit aussi d'un mode de résistance culturelle à l'assimilation. Après la révolution, l'attention portée à l'image ne se dément pas : des clips télévisuels repassent les moments forts de la « révolution », avec en accompagnement des chansons composées pour l'occasion, les « anniversaires » de la révolution scandent la vie politique¹⁹.

Comment la révolution se donne-t-elle à voir ? Il s'agit en premier lieu d'une mise en scène du collectif, visant à mettre l'accent, voire exagérer le caractère massif de la contestation : c'est bien le peuple l'acteur de la révolution, un peuple déterminé et responsable. La jeunesse y tient le haut du pavé, non seulement parce qu'effectivement, les acteurs sont pour la plupart jeunes (L'organisation de jeunes, Kmara (Assez !), créée au printemps 2003 sur le modèle de l'organisation serbe Otpor, a joué un rôle important dans la contestation dans la période pré-électorale et M. Saakachvili lui-même n'avait que 36 ans à son accession au pouvoir), mais parce que se donne à voir une « culture jeune », mêlant happenings politiques, jeux vidéo et concerts rock réunissant une foule mixte, bariolée, vêtue de jeans et baskets²⁰. Cette ode à la jeunesse disqualifie le personnel politique formé à l'époque soviétique, et arrime la nouvelle génération dans une modernité occidentale.

En second lieu, elle apparaît comme une révolution pacifique. « Pas un coup de feu n'a été tiré », dira M. Saakachvili au lendemain du

départ d'É. Chévardnadzé. La non-violence est un point fondamental dans la légitimité d'une révolution qui peut être acceptée parce que pacifique. L'ancienne équipe pouvait ressortir grandie de ne pas avoir recouru à la violence²¹. Ce sont pourtant les « révolutionnaires », qui ont tout fait pour ne pas la susciter, qui en tirent les dividendes. On a souligné le rôle tutélaire de Gene Sharp et abusivement présenté son manuel d'anti-violence comme l'arme secrète de la CIA, même si incontestablement, pour une foule sans expérience de l'action politique ou syndicale, les conseils délivrés ont pu être précieux²². Si l'ostentation du refus de la violence s'inscrit dans une stratégie politique – en raison de la forte couverture médiatique, plus les manifestants étant pacifiques, plus il devenait difficile pour les autorités d'ordonner la répression –, elle contribue aussi à l'affirmation d'une identité collective. Entre publicité « hollywood chewing gum » et résurgences *Peace and Love*, les clips télévisés de Kmara rappellent les mouvements pacifistes des années 1970 et 1980, les concerts jouent Woodstock à Tbilissi.

La rose, sans connotation particulière en Géorgie, a pour fonction principale de faire écho aux mouvements pacifiques européens antérieurs. Quelques mois avant novembre 2003, les participants à une réunion à l'Institut Liberté ont abordé la question de la symbolique : les œillets portugais ont été évoqués, puis rejetés car ils avaient des connotations communistes. Finalement, ce sont les roses qui ont été choisies, en dépit de leur prix et de leur vacuité symbolique. Les acteurs de la « révolution des roses » ont puisé dans un fonds commun de signes : photos, images véhiculées par tous, telle celle de la jeune fille offrant une fleur aux soldats soviétiques à Prague, où se télescopent résistance aux Soviétiques (Prague en 1968) et fin du communisme (la vague des « révolutions de velours » de 1989 en Europe centrale et orientale). Se donnant comme modèle les transitions d'Europe de l'Est, ils ont assurément cherché à inscrire les évolutions géorgiennes dans le sillage des transitions démocratiques est-européennes, affirmant par là même l'ancrage européen de leur pays.

Cette filiation européenne n'est pas nouvelle : sans même remonter à l'influence des révoltes polonaises sur l'intelligentsia géorgienne du XIXe siècle, dès la fin des années 1980, le vocabulaire politique se nourrissait de références à l'Europe de l'Est. Ainsi, le « mouvement

21. Il convient en revanche de rappeler le précédent de l'automne 2001, où la mobilisation populaire en défense de Roustavi 2 avait contraint É. Chévardnadzé à congédier ses « ministères de force ».

22. G. SHARP, *From Dictatorship to Democracy : a Conceptual Framework for Liberation*, Bangkok, 1993, rééd., Boston, 2003 et disponible en ligne sur : <http://www.aeinstein.org/organizations.php?action=printContentItem&orgid=88&typeID=16&itemID=55>.

23. Ia ANTADZE, «Pervye itogi “revolioutsii roz”» (Le premier bilan de la révolution de la rose), *Pankisi.info*, 4 fév. 2004.

24. V. LOGUINOVA, «Saakachvili félicite le peuple géorgien pour “la révolution de la rose”», *Agence France-Presse*, 22 nov. 2005.

national » sous la houlette de Zviad Gamsakhourdia organise une « Table ronde », rappel direct de la sortie du communisme en Pologne. Le lien avec les évolutions en Serbie est également reconnu par les opposants à É. Chévardnadzé. L’interprétation qui est donnée, c’est que les événements géorgiens sont la répétition des évolutions en Europe de l’Est, la seconde vague de dé-soviétisation. D’ailleurs, certains commentaires de la presse sont explicites : « c’est l’URSS qui disparaît aujourd’hui »²³.

Cette interprétation recouvre ainsi les lectures qui ont été faites sur la scène internationale. Pour différentes que soient les motivations géorgiennes et celles des acteurs étrangers, elles convergent en faveur d’un consensus sur le sens à donner aux événements. À Tbilissi, on en escompte des bénéfices sonnants et trébuchants, en termes de soutien politique et financier. Ce qui marche, en tout cas dans un premier temps : se félicitant de la disparition d’un régime corrompu et de l’accession au pouvoir d’une équipe démocratique, les États-Unis multiplient leur aide financière. En septembre 2005, le gouvernement américain s’engage notamment à verser, sur cinq ans, 295,3 millions de dollars dans le cadre du Millennium Challenge Compact (MCC). L’Union européenne, en dépit de grandes réticences, inclut le Caucase méridional dans les politiques européennes de voisinage en juin 2004. Le soutien extérieur apporté à la nouvelle équipe renforce sa légitimité en interne. Il y a également convergence dans le sens donné à la chronologie des « révolutions » colorées, mais aussi un usage local de cette interprétation. La continuité entre les renversements du pouvoir en Géorgie, Ukraine et Kirghizie est bien reconnue – les autorités et les ONG géorgiennes ont effectivement soutenu les mouvements de protestation en Ukraine et au Kirghizstan – et la « Communauté de choix démocratique » lancée par M. Saakachvili et de V. Iouchtchenko, réunis à Bordjomi, en août 2005 visait à formaliser cette nouvelle alliance. Mais dans le récit géorgien, ce n’est pas tant la grande poussée vers la démocratisation qui compte, que le rôle de modèle et de précurseur dont se voit assigné Tbilissi. M. Saakachvili se félicitait ainsi, à l’occasion du 1^{er} anniversaire de la « révolution » : « Nous sommes le premier pays de l’ex-URSS à avoir limogé l’ancienne classe politique au pouvoir. Pour la première fois, une élite post-soviétique est arrivée au pouvoir »²⁴.

Une révolution différée ?

La force de l'expression « révolution des roses » tient à l'oxymore constituée par le substantif et son déterminant, qui souligne la rapidité et la profondeur de changements qui ont pu être acquis en dépit de l'absence de violence, à l'instar des « révolutions de velours ». Le débat sur la pertinence de la qualification concernant les transitions d'Europe de l'Est est ancien²⁵. Peut-on réellement parler de révolution alors qu'elles n'étaient pas porteuses d'une utopie sociale et qu'elles faisaient référence à la démocratie occidentale et aux traditions pré-communistes²⁶ ? Le parallèle avec les évolutions est-européennes ne lève pas les ambiguïtés décelables dans le rapport aux transformations. La référence révolutionnaire met sur elles l'accent et les valorise, d'autant que la plupart des Géorgiens les appelaient de leurs vœux, mais ne précise pas ce qui devait ou pouvait changer.

L'analogie revendiquée avec la Serbie n'aide pas. Non seulement de nombreux activistes et hommes politiques se sont rendus à Belgrade pour des séminaires de formation et, la veille de l'éviction d'É. Chévardnadzé, la télévision d'opposition Roustavi 2 avait ainsi diffusé *Bringing down a Dictator*, le documentaire de Steve York sur le rôle d'Otpor dans la chute de Milosevic, en espérant influencer sur les événements. Il est donc fait référence à des transferts de pouvoir qui sanctionnaient, dans certains cas, un changement systémique, et dans d'autres le renversement d'un dictateur (Serbie). Or en Géorgie aussi, c'est bien au début des années 1990 qu'a eu lieu le triple bouleversement de l'accession à l'indépendance, de l'ouverture au marché et au pluralisme sur la scène publique et on a pu considérer que la première « révolution de velours » s'était produite en 1990, quand le parti communiste s'était incliné après sa défaite électorale pour céder le pouvoir à la coalition menée par Z. Gamsakhourdia²⁷.

Les « révolutionnaires » géorgiens de 2003 ne ciblent pas l'ordre constitutionnel antérieur, ils ne s'engagent pas dans un conflit de valeurs. Il a d'ailleurs été abondamment souligné que, même si de nombreuses personnalités issues des ONG font leur entrée dans le gouvernement au printemps 2004²⁸, le triumvirat qui prend le pouvoir en novembre 2003 est composé de figures auparavant associées à l'ancien président : Nino

25. Voir Ralf DAHRENDORF, *Réflexions sur la révolution en Europe : 1989-1990*, Paris, 1991 ; Timothy Garton ASH, *La chaudière : Europe centrale 1980-1990*, Paris, 1990.

26. Jacques RUPNIK, « The Post-totalitarian Blues », Vladimir TISMANEANU (dir.), *The Revolutions of 1989*, Londres, New York, 1999.

27. Le parti communiste obtient 29,4 % aux élections au Soviet suprême d'octobre 1990 et n'arrive qu'en seconde position après le bloc « Table Ronde-Géorgie Libre » mené par Zviad Gamsakhourdia qui réussit à obtenir 54,3 % des suffrages. C'est paradoxalement la seule passation de pouvoir qui se fait selon les règles du jeu électoral.

28. Les ministres de l'Éducation, de la Culture et du Sport et de la Justice sont ainsi issus des ONG, ainsi que le maire de Tbilissi et de nombreux députés.

Bourdjanadzé, fille d'un magnat du blé ami d'É. Chévardnadzé est présidente du Parlement depuis novembre 2001, elle était avant à la tête de la commission des Affaires étrangères. Z. Jvania a lui aussi été président du parlement de 1995 à 1999, il est à la tête de l'Union des citoyens, le parti du pouvoir jusqu'en 2001, M. Saakachvili a été ministre de la Justice d'É. Chévardnadzé en 2000-2001.

En dépit d'inflexions notables dans la gestion des dossiers, les objectifs, et les grandes orientations demeurent souvent inchangés. En matière de politique étrangère, les tentatives de rapprochement avec les Occidentaux – Européens et Américains – visant à faire contrepoids à la Russie sont une constante depuis l'accession à l'indépendance, tant sous Z. Gamsakhourdia que sous É. Chévardnadzé. Même dans le domaine dans lequel la nouvelle équipe semble le plus en rupture avec l'ancienne, à savoir la question des régions séparatistes, les permanences, tant dans les discours que dans les pratiques, demeurent importantes. Si la gestion de la crise adjare et l'éviction d'A. Abachidzé contrastent avec l'inertie antérieure, en revanche, l'objectif de reprise du contrôle de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud et les moyens envisagés à cet effet s'inscrivent dans une continuité avec les opérations menées à plusieurs reprises sous É. Chévardnadzé.

Tant les répertoires discursifs et la plateforme que le personnel et les politiques témoignent d'une continuité qu'il convient plus d'interpréter comme une équivoque que comme un échec de la nouvelle équipe et comme l'impossibilité à dépasser l'horizon idéologique libéral. Il ne s'agit nullement, pour celle-ci, de faire autre chose que ses prédécesseurs, au mieux de faire émerger ce qui n'a pu advenir. Les valeurs de la démocratie et du marché sont presque unanimement reconnues par l'ensemble de la classe politique depuis le début des années 1990 et la vie publique s'est effectivement démocratisée sous É. Chévardnadzé, créant d'ailleurs les conditions de la « révolution des roses ». La « révolution différée » ne peut dès lors se présenter que comme un hoquet de l'histoire, visant à corriger les ratés antérieurs, au prix de quelques ambiguïtés. La référence aux transitions est-européennes les entretient en occultant toute dimension sociale et en désignant la démocratisation comme l'enjeu central de la relève. Il n'est donc pas étonnant que les deux slogans centraux,

la lutte contre la corruption et contre la fraude électorale pointent des « dysfonctionnements » du marché et de la démocratie représentative.

La lutte contre la corruption qui émerge si fortement sur l'agenda international, appartient pourtant à un répertoire discursif ancien. C'était déjà le mandat avec lequel É. Chévardnadzé était devenu Premier secrétaire du PC en 1972, la question revient depuis à l'ordre du jour pour légitimer les changements d'équipe et l'accusation est utilisée régulièrement par le président pour écarter ses adversaires. Apparaissant dorénavant comme une entrave au juste jeu du marché, elle permet d'occulter tout débat sur les orientations économiques et sociales. Si le mécontentement social a fait le terreau de la révolte, les revendications sociales ont en revanche été très peu portées sur la scène politique et, à l'occasion du second anniversaire de novembre 2003, le ministre du Travail, de la Santé et des Affaires sociales rendait public un nouveau code du Travail particulièrement libéral. La révolution libérale ne sera pas remise en cause.

Sur le plan politique, la volonté de rupture apparaît à condition de pointer les atteintes à l'idéal démocratique sous É. Chévardnadzé. La révolution tire en effet son bien-fondé de l'illégalité de la fraude, dont témoignent les premiers résultats officiels, contredits et discrédités par les sondages à la sortie des urnes, réalisés dans 17 % des bureaux de vote publiés plus tôt²⁹. Cela permet à certains spécialistes d'analyser la mobilisation comme une protestation contre la spoliation des voix, moyen de se réapproprier une démocratie confisquée. Elle a ainsi pu être qualifiée de « révolte en défense de la constitution »³⁰. La démocratie directe sera apparue nécessaire quand ne fonctionnaient plus les mécanismes de démocratie représentative.

Or cette hypothèse est à nuancer car elle présume une structuration idéologique du débat public dont on peut douter, en dépit de fortes aspirations de certains segments de la société à plus de liberté. En outre, l'attachement à l'idéal démocratique lui-même doit être relativisé. En effet, si le label participe d'une mise en scène de soi en européen, l'apanage démocratique intrinsèquement lié à l'ancrage occidental, apparaît bien plus comme un signe ostentatoire d'identité que comme un engagement politique à se conformer à des normes et pratiques.

29. Voir par exemple Boers LAURENCE, « After the « Revolution » : Civil Society and the Challenge of Consolidating Democracy in Georgia », *Central Asian Survey*, sept. 2005, 24 (3).

30. G. NODIA « Georgia : Dimensions of Insecurity », B. COPPIETERS, R. LEGVOLD (dir.), *Statehood and Security : Georgia after the Rose Revolution*, MIT Press, 2005, p 70.

31. Les scores remportés par Z. Gamsakhourdia, É. Chévardnadzé et M. Saakachvili sont respectivement 85, 96 et 96 %.

32. D'ailleurs, les institutions seront bouleversées sans qu'il n'y ait de protestation.

De plus, cette interprétation surévalue la conscience par les acteurs de la nécessité d'une institutionnalisation de la démocratie. Or nombreux observateurs de la vie politique géorgienne relèvent qu'à ce jour, à la différence de l'Ukraine, aucune relève ne s'est jouée selon les règles électorales, et soulignent les modifications continues des règles du jeu politique et institutionnel. Les relèves du pouvoir antérieures présentent en effet des similitudes troublantes avec celle de novembre 2003. Les correspondants étrangers ont rarement relevé – et pour cause : ils n'étaient alors pas présents – les points communs entre les rassemblements de 1989 et de 2003, par exemple tant dans leur géographie, dans leur sociologie que dans leur dynamique interne. Les passations se caractérisent ainsi par de fortes pressions populaires, qui prennent la forme de manifestations, sit-in, avec arrivée en renfort des gens de province, etc. Ces mobilisations sont bientôt suivies d'élections, remportées haut la main par le nouvel homme charismatique³¹, et du laminage de l'opposition.

Dans le cas de chacun de changement d'équipe, la mise en cause des procédures institutionnelles apparaît légitime en raison d'une rupture du lien entre gouvernants et gouvernés. La protestation qui suit la fraude électorale, que certains auteurs interprètent comme un attachement aux procédures institutionnelles, provient de la rupture d'un pacte, de trahison de la part des dirigeants³². Le parti communiste était jugé complice de la répression du 9 avril 1989 ; en 1991, la dérive autoritaire de Z. Gamsakhourdia creusait le fossé entre lui et la société. Cela amène à formuler l'hypothèse que l'enjeu principal de la révolution est, non pas le changement de régime ni même d'orientations politiques, mais la refondation de ce lien, d'autant plus cruciale en raison de la faible institutionnalisation du politique. L'approbation, dans la ferveur révolutionnaire, d'une figure charismatique, d'un chef incarnant la volonté populaire, permet de recréer un lien direct avec ceux qui le portent au pouvoir. Celui-ci s'établit hors de toute médiation institutionnelle et hors du jeu de la démocratie représentative, qui vient juste en prendre acte. On comprend la préoccupation d'un membre du parti républicain, Paata Zakaréichvili, qui commente ainsi les élections de janvier : « Je serais heureux de pouvoir dire qu'(elles) ont été falsifiées, mais ce n'est pas le

cas »³³. M. Saakachvili en campagne électorale – où il excelle – se voyait tancer par ses partisans, comme avant lui son prédécesseur : « si tu ne nous plais pas, on te rejettera, toi aussi »³⁴. Les relais dans la « société civile » s'avèrent donc fondamentaux pour accéder au pouvoir, mais plus encore qu'à l'ampleur du soutien populaire, la légitimité du leader tient au caractère organique de son élection et à sa capacité à communier avec le peuple. Cette proximité se construit sur le partage des mêmes « valeurs nationales ». L'activation ou la captation de la rhétorique nationaliste est ainsi le point commun de l'accession au pouvoir des trois présidents successifs.

Conclusion

L'expression « révolution des roses » contribue à légitimer la nouvelle équipe politique au pouvoir en Géorgie après 2003, des pratiques politiques d'exception, à affirmer l'arrimage européen. Dans un contexte où la faible institutionnalisation constitue un obstacle à l'enracinement des changements, explique la pérennité de certaines pratiques politiques, du rapport société-gouvernement, et fait paradoxalement le terreau de nouvelles révolutions, le label permet de présenter sous un jour avantageux l'absence de procédure « non révolutionnaire » dans les pratiques politiques.

Pourtant, ses usages n'expliquent pas les raisons pour lesquelles la révolution a été assumée comme telle et s'est elle-même trouvée pourvue de ce fort potentiel légitimateur, alors même qu'elle paraissait illégitime aux yeux d'une majorité. Que veut dire ce lendemain de fin de l'histoire ?

Ce tournant est en partie imputable aux évolutions sociales (plus que politiques) antérieures. Il peut se comprendre à la lumière des profonds changements sociaux à l'œuvre depuis le début des années 1990 et d'un sentiment d'européanisation accru de la société. C'est l'assurance, pour certains acteurs, et particulièrement pour les jeunes générations, d'être sortis de l'aire – et de l'ère – soviétique qui rend possible la révolution, car le risque d'une dérive sanguinaire et autoritaire n'apparaît plus comme lui étant intrinsèquement lié. L'européanité de la Géorgie, confirmée, voire

33. *Kavkazkii Aktsent*, 1-14 avril 2004.

34. Voir le film de Christian Zeender, *Micha et la révolution des roses. La Géorgie, modèle des révolutions douces dans les républiques de l'ex-URSS*.

35. *Dilis Gazeti*, 12 mars 2004.

36. Mohamed Reza DJALILI (dir.), *Le Caucase post-soviétique, la transition dans le conflit*, Bruxelles, 1995.

37. Surnom donné aux miliciens plus symbole d'ostentation que de prouesse militaire.

démontrée par la « révolution des roses »³⁵ est donc en même temps ce qui la rend pensable et possible.

En 2003, peu craignait une « terreur des roses ». La référence forte à 1989 en Europe centrale et à 2000 en Serbie levait *ex ante* l'hypothèque de la violence, et témoignait de la volonté des acteurs de s'inscrire délibérément à l'opposé des évolutions du début des années 1990. Elle était promesse d'une « transition sans conflit »³⁶. Pourtant, si dans les mises en scène de soi, les pacifistes aux allures de jeunes cadres dynamiques ont remplacé les « Gucci boys »³⁷ des années 1990, il serait prématuré d'en conclure qu'est soldé le rapport au passé : qu'il s'agisse du passé récent des milices qui ont défait Z. Gamsakhourdia ou du passé plus lointain de la violence stalinienne. L'indifférence de la société face à un recours de plus en plus fréquent de la violence dans la période post-révolutionnaire accrédite cette hypothèse.